ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés de la Région de Bruxelles-Capitale, le 11 mars 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "portant autorisation du Port de Bruxelles à participer au régime de pensions instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit", a donné le 16 mars 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 11 maart 1993 door de Minister van Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "waarbij de Haven van Brussel wordt gemachtigd om deel te nemen aan de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van de leden van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut en van hun rechthebbenden", heeft op 16 maart 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

> "l'ordonnance du 3 décembre 1992, relative à l'exploitation et au développement du Canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale est parue au Moniteur Belge du 21 janvier 1993; de même, les statuts du Port de Bruxelles pris en exécution de cette ordonnance sont parus au Moniteur Belge le 18 février 1993.
>
> Le projet d'arrêté royal relatif à la répartition du patrimoine et des parts d'associés de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Région Flamande, et à la clôture de la dissolution a fait l'objet des avis favorables de l'Exécutif Bruxellois en date du 24 décembre 1992 et de l'Exécutif Flamand le 17 février 1993.
>
> Dès lors, ce projet va être approuvé par le Conseil des Ministres très prochainement, pour être ensuite publié au Moniteur Belge. Sur cette base, le patrimoine et les parts sociales - revenant au Port de Bruxelles - pourront être transférés. En même temps, le personnel de la société anonyme du Canal sera transféré vers le Port de Bruxelles, par le biais d'un arrêté royal pris en exécution de l'arrêté royal du 26 novembre 1990 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région Flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, il y a lieu que tous les projets d'arrêtés relatifs au personnel du Port de Bruxelles soient adoptés dans les plus brefs délais, puisque l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé que l'ensemble de ces arrêtés devait être pris avant le transfert des agents de la société anonyme du Canal vers le Port de Bruxelles.

Par ailleurs, la nouvelle Société du Port de Bruxelles ne sera véritablement opérationnelle qu'à dater du transfert des agents, transfert qui est conditionné par l'adoption définitive des projets d'arrêtés précités".

*

Intitulé.

L'intitulé suivant est suggéré :

"Arrêté (...) autorisant la Société régionale du port de Bruxelles à participer au régime de pensions organisé par la loi du 28 avril 1958... (la suite comme au projet)".

Préambule.

Il doit être rédigé comme suit :

"L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1er, alinéa 3, modifié par l'arrêté royal du 5 juillet 1990;

Vu l'ordonnance du 11 juillet 1991 relative au régime de pensions des membres du personnel des organismes d'intérêt public dépendant de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'accord du ministre ayant le Budget et la Fonction publique dans ses attributions, donné le 20 janvier 1993 (1);

Vu le protocole du 22 février 1993 du comité de secteur XV;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du ministre qui a les Travaux publics, les Communications et la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés dans ses attributions;

ARRETE : ".

Dispositif.

1. L'article 1er doit être omis.

---

(1) "Dans le préambule de tout arrêté royal ou ministériel est mentionné, avec référence à la date, l'accord du comité des finances et du budget, du ministre des Finances, du ministre qui a l'administration générale dans ses attributions ou l'avis favorable de l'inspecteur des finances" (article 24, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire).

2. Le début de l'article 2, qui devient l'article 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Article 1er. La Société régionale du port de Bruxelles est autorisée à participer au régime de pensions organisé par... (la suite comme au projet)".

3. L'article 3 devient l'article 2.

4. Seul le ministre proposant doit être chargé de l'exécution de l'arrêté ; l'article 4 devenant l'article 3, sera, par conséquent, rédigé comme suit :

"Art. 3. Le ministre qui a les Travaux publics, les Communications et la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering dus :

"l'ordonnance du 3 décembre 1992, relative à l'exploitation et au développement du Canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale est parue au Moniteur Belge du 21 janvier 1993; de même, les statuts du Port de Bruxelles pris en exécution de cette ordonnance sont parus au Moniteur Belge le 18 février 1993.

Le projet d'arrêté royal relatif à la répartition du patrimoine et des parts d'associés de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Région Flamande, et à la clôture de la dissolution a fait l'objet des avis favorables de l'Exécutif Bruxellois en date du 24 décembre 1992 et de l'Exécutif Flamand le 17 février 1993.

Dès lors, ce projet va être approuvé par le Conseil des Ministres très prochainement, pour être ensuite publié au Moniteur Belge. Sur cette base, le patrimoine et les parts sociales - revenant au Port de Bruxelles - pourront être transférés. En même temps, le personnel de la société anonyme du Canal sera transféré vers le Port de Bruxelles, par le biais d'un arrêté royal pris en exécution de l'arrêté royal du 26 novembre 1990 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région Flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, il y a lieu que tous les projets d'arrêtés relatifs au personnel du Port de Bruxelles soient adoptés dans les plus brefs délais, puisque l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé

que l'ensemble de ces arrêtés devait être pris avant le transfert des agents de la société anonyme du Canal vers le Port de Bruxelles.

Par ailleurs, la nouvelle Société du Port de Bruxelles ne sera véritablement opérationnelle qu'à dater du transfert des agents, transfert qui est conditionné par l'adoption définitive des projets d'arrêtés précités".

*

Opschrift.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Besluit (...) waarbij de gewestelijke vennootschap van de haven van Brussel wordt gemachtigd om deel te nemen aan de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden".

Aanhef.

De aanhef moet als volgt worden geredigeerd :

"De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 1, derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 juli 1990;

Gelet op de ordonnantie van 11 juli 1991 betreffende de pensioenregeling van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut afhangend van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het akkoord van de minister die bevoegd is voor Begroting en Ambtenarenzaken, van 20 januari 1993; (1)

Gelet op het protocol van sectorcomité XV van 22 februari 1993;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de minister die bevoegd is voor Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten;

BESLUIT : ".

Bepalend gedeelte.

1. Artikel 1 moet vervallen.

---

(1) "De aanhef van elk koninklijk of ministerieel besluit vermeldt met verwijzing naar de datum, het akkoord van het Comité voor financiën en begroting, van de Minister van Financiën, van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort of het gunstig advies van de inspecteur van financiën" (artikel 24, eerste lid, van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole).

2. Het zou beter zijn artikel 2, dat artikel 1 wordt, als volgt te redigeren :

"Artikel 1. De Gewestelijke Vennootschap van de haven van Brussel is gemachtigd om deel te nemen aan de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden".

3. Artikel 3 wordt artikel 2.

4. Alleen de minister die voordraagt moet belast worden met de uitvoering van het besluit; artikel 4, dat artikel 3 wordt, zou bijgevolg beter als volgt worden gesteld :

"Art. 3. De minister die bevoegd is voor Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.